

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Hôpital de BELLEVUE

42055 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-024-390
Code AIOT : 0006104898

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement BELLEVUE implanté 17 RUE THIMONNIER 42100 SAINT-ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 13/09/2019. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection devait permettre de faire le point sur l'installation de combustion de l'hôpital de Bellevue.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BELLEVUE
- 17 RUE THIMONNIER 42100 SAINT-ETIENNE
- Code AIOT : 0006104898
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Deux exploitants différents sont sur le site et se partagent les installations de combustion. L'un exploite la cogénération, l'autre les chaudières gaz et les groupes électrogènes.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	AP Complémentaire du 04/12/2015, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	AIR	AP Complémentaire du 04/12/2015, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est important de définir la puissance de l'installation afin d'appliquer l'arrêté ministériel correspondant. L'inspection des installations classées est dans l'attente d'un Porter à connaissance afin de définir les suites à donner.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2015, article 3
Thème(s) : Situation administrative, RUBRIQUES
Prescription contrôlée : RUBRIQUE 2910 / 3 Chaudières gaz : $3600 + 2 \times 4100 = 11800 \text{ KW} = 11,8 \text{ MW}$ 3 GE : $3 \times 2660 = 7,98 \text{ MW}$ Puissance totale = 19,78 MW
Constats : L'exploitant a changé une chaudière gaz sans informer l'inspection. L'exploitant se conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral du 4 décembre 2015 sans tenir compte de l'arrêté ministériel "combustion" du 3 août 2018 applicable aux installations relevant de la rubrique 2910. Aussi, une chaudière "cogénération" (soumise au régime de la déclaration) a été rajoutée dans une pièce jouxtant la pièce des 3 chaudières gaz, le tout au sein du même bâtiment. C'est une entreprise différente de l'hôpital de Bellevue qui assure le pilotage et l'entretien de ce nouvel appareil de combustion. Cette nouvelle chaudière est raccordée au même réseau de chaleur que les appareils de combustion existants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tout groupe d'appareils de combustion situés **sur un même site** constitue une installation de combustion unique, sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordables à une cheminée commune (et non à un même conduit). Des appareils séparés d'une distance inférieure à 300 m doivent être considérés comme raccordables. Ainsi, au vu de leurs implantations, l'installation de combustion existante et la nouvelle chaudière de « cogénération », bien que gérées par 2 entreprises différentes, doivent être considérées comme une seule installation au titre du Code de l'environnement.

Un seul exploitant doit porter la responsabilité de l'installation (composée de plusieurs appareils de combustion).

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un dossier de porter à connaissance pour décrire les modifications apportées aux installations, notamment en indiquant la puissance totale de son installation de combustion composée de chaudières gaz, groupes électrogènes (sur justificatif) et du nouvel appareil de cogénération. Un argumentaire détaillé est attendu pour apprécier la connexité des installations

Il précisera le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel correspondant au régime défini suivant la puissance totale retenue (< à 20MW).

L'exploitant se positionnera sur les prescriptions les plus contraignantes à suivre entre son arrêté préfectoral du 4 décembre 2015, l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et les actions à mettre en place au travers du plan de protection de l'atmosphère de St-Etienne /Loire-Foréz.

Après analyse de ce porter à connaissance, l'inspection informera l'exploitant de la suite donnée au dossier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : AIR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2015, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Au 1^{er} juillet 2016, l'exploitant respecte les valeurs limite suivantes :

Type de machine et combustible	Paramètre	VLE en concentration
Chaudières Combustible gaz	SO ₂	35 mg/m ³
	NO ₂	100 mg/m ³
	Poussières	5 mg/m ³
Groupes électrogènes Combustible fioul domestique	SO ₂	60 mg/m ³
	NO ₂	450 mg/m ³ (si la durée de fonctionnement est supérieure à 500 heures par an)
	Poussières	30 mg/m ³ (si la durée de fonctionnement est supérieure à 500 heures par an)

Constats :

L'exploitant réalise annuellement des analyses sur ses rejets atmosphériques et il compare les résultats à son arrêté préfectoral du 4 décembre 2015.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera des analyses comme le prévoit l'arrêté ministériel du 3/08/2018 lors de sa prochaine campagne de mesures : mesure du CO non réalisée jusque-là, respect des vitesses d'éjection.</p> <p>Il comparera les résultats au texte applicable en fonction de la puissance totale retenue selon l'analyse demandée au constat 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite